

La crise économique continue

Martin Ezo'o Bizeme

Jean-Paul Komon*

Introduction

Le Cameroun a connu durant les deux premières décennies de son indépendance, une forte croissance économique. En effet, son PIB a augmenté au rythme moyen de 4,5 à 5,5 pour cent par an. Sa balance commerciale, notamment après 1970, est restée excédentaire et son endettement par rapport au PIB relativement faible. Malgré une augmentation sensible de la population, 2 à 2,3 pour cent par an, et une forte urbanisation, les conditions de vie des populations se sont améliorées et les investissements publics, notamment en infrastructures, ont explosé entre 1973 et 1975.

Cette situation envieuse résultait de la stabilité du régime et de la continuité des relations entretenues entre le Cameroun et les nations occidentales ex-colonisatrices, et de la croissance généralisée de l'économie mondiale. En maintenant les réseaux d'échanges préexistants et les relations humaines tissées au cours de la longue histoire commune de colonisation, le démarrage de l'économie camerounaise s'est fait de manière progressive et à l'abri, grâce à la protection de la Grande Bretagne et surtout de la France, des mouvements sociaux brutaux et déstabilisants. La perpétuation de ces relations humaines et de ces réseaux d'échanges, et donc d'un mode d'accumulation capitaliste, a eu l'avantage de maintenir au pouvoir des équipes plus acquises aux orientations politiques, commerciales et économiques des ex-nations colonisatrices aptes, soit à gérer avec sagesse et efficacité l'économie, soit à créer une économie sociale dont «le coeur du processus de développement resterait l'homme». Le soutien à ces équipes s'est avéré aussi de nature à conforter la stabilité et la cohésion des politiques nationales des pays occidentaux. En effet, pour des économies encore incapables de maîtriser l'après-guerre, caractérisé par une instabilité économique, politique et idéologique, il leur a fallu des approvisionnements en matières premières sûrs, réguliers et moins chers et des marchés extérieurs stables.

Les performances économiques de ces économies vont donc imposer un rythme d'évolution globale de la vie socio-économique du Cameroun. Ainsi, tout au long des années 1960 et 1970, la bonne tenue des cours des matières premières agricoles et minérales du fait d'une forte demande en Occident, a

contribué de façon significative, à la croissance économique et à l'amélioration globale du niveau de vie des populations camerounaises. La croissance spectaculaire du PIB, 8 pour cent par an en moyenne au cours de cette période, est aussi due: aux bonnes performances de l'agriculture, et particulièrement de son cours; au secteur vivrier (13,5 pour cent par an), et au secteur minier, notamment pétrolier.

C'est aussi à partir de cette période que l'indice de prix relatif à l'agriculture/industrie augmente fortement et entraîne une promotion du secteur agricole au détriment de l'industrie. Ce choix va malheureusement marquer longtemps le processus de développement du Cameroun, et par là, exposer son rythme de croissance aux variations de l'économie internationale.

D'ailleurs, le ralentissement généralisé de l'économie mondiale à partir de 1980-1987, va frapper avec beaucoup plus de sévérité l'économie camerounaise spécialisée dans la production des matières premières brutes. L'effondrement des termes de l'échange entre 1984-1985 et 1988-1989 va entraîner l'économie camerounaise dans une crise profonde: le taux de croissance du PIB va passer de +4 pour cent par an en 1984-1985 à -11 pour cent en 1987-1988 et à -5 pour cent en 1988-1989.

Ces niveaux de croissance faibles et irréguliers, dus à la conjonction des facteurs exogènes et internes, ne permettent pas de soutenir une dynamique auto-entretenu de croissance et de développement économique. Ceci est d'autant plus plausible que la problématique malthusienne d'une augmentation des subsistances moins rapide que celle des individus, révèle que la différence des taux de croissance économique et de progression naturelle de la population, se dégrade dangereusement au Cameroun, puisqu'il avoisinerait 5 pour cent. Un tel chiffre conduit à une réalité fort inquiétante: le Cameroun rentrera dans le troisième millénaire dans un contexte économique et social défavorable plus qu'il ne l'était dans les années 1900.

Cette prédiction pessimiste a déjà contraint les autorités camerounaises à des réformes économiques importantes dont la stabilisation financière, la libéralisation et la désétatisation.

Cependant, la mise en oeuvre de ces réformes radicales, imposées par les principaux bailleurs de fonds, semble «toucher à coeur l'Etat et surtout sa base sociale», et par conséquent met en cause certaines liaisons sociales fondamentales. Comment empêcher que le Cameroun, dans cette phase de transition, ne suive «la spirale descendante de la dégénérescence étatique et du déclin socio-économique?» Les divers ajustements imposés, assureront au Cameroun les conditions d'un redressement et d'un processus de reconstruction et de renforcement de l'Etat, ou conduiront à l'enlèvement dans une sorte de désordre économique et social généralisé et incontrôlable. Les réponses à ces questions dépendront notamment de la capacité de «toute

la société camerounaise» à absorber les chocs de la transition économique et politique, et à mettre en oeuvre le plus rapidement et le plus efficacement possibles, un type de régulation cohérente, idoine, rationnelle et équitable. Les critères qui s'imposent à sa construction combinent impérativement politique, économique et justice sociale.

La dégradation de l'économie camerounaise

L'approche marxienne explique la crise comme une interruption de l'accumulation du capital. Cet arrêt traduit l'incapacité du système à se régénérer, à se reproduire, bref à perpétuer l'accumulation fondée sur la production. L'interruption de l'accumulation et de la reproduction conduit inévitablement à l'effondrement même du capital. Il s'accompagne alors d'un chômage structurel croissant d'une stagnation, voire d'une baisse drastique de la production et d'une inflation chronique. Ces enchaînements des mécanismes d'ajustement sont perceptibles dans l'économie camerounaise depuis le début des années 1980. Au cours de cette période, cette économie a complètement changé de décor, voire de nature.

De l'essoufflement à la crise

A partir de 1986-1987, le développement d'une crise économique est manifeste. Le PIB, qui a connu tout au long des années 1960 et 1970 une croissance à taux moyen de 5,5 pour cent l'an.

D'après les prévisions de la Caisse française de développement, ce ralentissement et cette baisse considérables depuis 1986 ne pourront pas s'arrêter, le taux de croissance du PIB pourrait rester négatif jusqu'en 1998. Néanmoins, le ralentissement et la baisse du PIB sont accompagnés par une légère restructuration du PIB. L'évolution sectorielle de l'activité économique montre que la part du PIB agricole est tombée autour de 20 pour cent entre 1984 et 1990, celle de l'industrie s'est réduite puisqu'elle est passée de 37,5 pour cent à 30 pour cent de 1984 à 1993; le secteur tertiaire voit sa contribution au PIB croître de 40,8 pour cent à 48,5 pour cent au cours de la même période.

La chute de la croissance s'explique sur le plan interne par une baisse de la croissance sectorielle, la contraction de la demande interne sous l'effet du recul de l'investissement notamment public, et un important déficit budgétaire. Sur le plan externe, elle tient à une dégradation des termes de l'échange et à un endettement excessif.

Aspects internes de la crise

Le taux de croissance du PIB a faibli par rapport à la période précédente, mais reste positif, soit de l'ordre de 4 pour cent par an. A partir de 1987-1988, on assiste à la fin du cycle de croissance accélérée de l'économie camerounaise qui se traduit en termes sectoriels par une

stabilisation en volume du PIB agricole et une forte baisse des secteurs secondaire et tertiaire.

De 1984-1985 à 1989-1990, l'agriculture a cru grâce à la production vivrière dont la production en 1989-1990 augmentait au taux de 12,7 pour cent tandis que les industries perdaient 17,2 pour cent et les services 14,5 pour cent.

La dépression de l'économie camerounaise résulte aussi de la baisse de la demande globale. La baisse massive du PIB s'est accentuée au cours des années 1987-1988 et 1988-1989 (respectivement -11 pour cent et -5 pour cent). Il a été provoqué par l'affaiblissement de la consommation et surtout de l'investissement, résultant des mesures de stabilisation autonomes adoptées par le gouvernement en 1987-1988.

Par ailleurs, la valorisation insuffisante du capital du fait des perspectives économiques moroses se traduit par une chute drastique de l'investissement à un taux annuel moyen de -17,5 pour cent entre 1988 et 1993. Cette baisse de l'investissement, particulièrement public, est, non seulement un facteur générateur et amplificateur de la crise, mais aussi conduit à la dévalorisation accélérée du capital, menant à l'effondrement global de celui-ci. Il en découle une dégradation sensible de la valeur ajoutée: 1987 et 1993 au taux de -5,3 pour cent par an, et un amenuisement global des gains de productivité.

La productivité du capital mesurée par le coefficient du capital (PIB/Investissement) a diminué de manière continue de 1984 à 1993, au taux annuel moyen de -12,5 pour cent l'an, et celle du travail de -3,8 pour cent. Cette chute de la productivité globale traduit l'inefficacité du système non seulement à accumuler, mais aussi à se reproduire. Conscient de cette réalité, les pouvoirs publics ont essayé, malgré une conjoncture difficile, de maintenir vaillamment la participation de l'Etat à l'activité économique.

L'étatisation

En l'absence d'une classe capitaliste privée dynamique qui investit dans des industries obéissant à une logique qui ne relève pas exclusivement de la recherche de profit immédiat l'Etat camerounais devait se substituer à elle. Cette substitution n'a pas eu lieu. L'Etat postcolonial a bien prélevé des ressources importantes sur l'économie, en vue selon la version officielle, d'investir de façon cohérente pour accélérer la croissance et construire une économie intégrée et indépendante. Malheureusement, ces ressources ont servi à «faire l'Etat» et à constituer de vastes secteurs publics et administratifs globalement inefficaces.

L'inefficacité et le gaspillage des ressources s'appréhendent à travers quatre indices:

- une part importante des recettes de l'Etat est consacrée aux dépenses en salaires,

- le déficit économique du secteur public et parapublic fait supporter à la collectivité des surcoûts sans rapport avec le produit et les prestations assurées,
- la part de l'Etat et de ses administrations ou sociétés annexes dans l'encours bancaire et la valeur de ses arriérés dégradent la liquidité de l'économie et pénalisent les investissements productifs,
- les interventions publiques dans la détermination des prix et des taxes entraînent des distorsions graves et pénalisantes dans le régime d'allocation des ressources.

Au Cameroun, la participation effective de l'Etat à l'activité de production marchande s'est faite à travers une cinquantaine d'entreprises publiques qui ne contribuent que pour à peine 18 pour cent au PIB, et moins de 1/9 des opérations globales en capital des entreprises camerounaises de 1987 à 1990. D'ailleurs, l'intervention de l'Etat s'est effectuée beaucoup plus dans les secteurs primaire et tertiaire, incapables de soutenir une croissance cohérente et médiate. La non-constitution des filières ou la non-promotion d'une révolution industrielle n'a pas permis au secteur public de «faire la société» et d'accuser une place prépondérante dans la création de la valeur ajoutée et la constitution d'un capital national considérable.

Les prélèvements publics excessifs des ressources sur les revenus des consommateurs et des producteurs, l'accroissement contrôlé des dépenses publiques joints au mode de croissance induit par cette politique, ont conduit à des déséquilibres structurels de finances publiques. En outre, ils ont réduit les capacités d'exportation qui sont restées fondées sur les matières premières traditionnelles dont la demande mondiale est stagnante, voire récessive (c'est à dire très faibles élasticités des prix et revenus et fortes possibilités de substitution).

La stratégie de développement fondée sur un modèle étatique «primaire-exportateur» expose l'économie camerounaise aux fluctuations de l'économie mondiale.

Aspects externes de la crise: l'accumulation et le marché mondial

L'économie camerounaise, comme d'ailleurs toutes celles d'Afrique subsaharienne, se caractérise par la conservation des structures primaires—exportatrices héritées de la colonisation. Un réel désavantage vient de ce qu'une économie soit ancrée au marché mondial par un seul ou un nombre réduit de produits, aux débouchés limités et peu dynamiques.

Economie extravertie

En 1987, les produits primaires représentent 91 pour cent des exportations. Les recettes pétrolières constituent 31 pour cent de la valeur des exportations en 1992-1993. Aussi la dégradation de la balance des biens et services non

facteurs va-t-elle contribuer à l'émergence et au développement de la crise camerounaise. En valeur, elle passe d'un excédent de 328 millions US dollars en 1985 à un déficit de 1,034 millions US dollars en 1993: durant cette période, les exportations diminuent de 32 pour cent tandis que les importations augmentent de 27,5 pour cent. L'effondrement des termes de l'échange, soit une baisse de 41 pour cent en 1985-1986, conduit à une diminution du pouvoir d'achat, particulièrement de la capacité d'importation du pays.

Cette perte du pouvoir d'achat n'a pas été compensé par le flux d'investissement direct. C'est ainsi qu'entre 1985 et 1992, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté au taux moyen annuel de 13,7 pour cent et le service de la dette de 15,9 pour cent.

Parmi d'autres facteurs externes ayant accentué la crise, on note la forte dépréciation du dollar américain et du naira, qui ont provoqué l'appréciation du taux de change effectif réel et l'assèchement des recettes pétrolières.

La crise de l'endettement était inéluctable

Afin de préserver la solvabilité financière de l'Etat, on admet qu'une économie qui s'endette en vue d'accélérer la croissance devrait destiner cette dette au financement des investissements productifs. Ainsi, l'Etat pourra-t-il générer des revenus futurs qui lui permettraient de rembourser le principal et les intérêts sans toutefois recourir à un nouvel emprunt. La dette extérieure du Cameroun s'est considérablement alourdie notamment à partir de 1987-1988. Les seuils tolérables sont largement dépassés: le ratio entre le service de la dette et les exportations est supérieur à 21 pour cent, soit 30,7 pour cent. Le service des intérêts dépasse 8,6 pour cent, soit 12,6 pour cent, et le montant total de la dette extérieure est plus du tiers du PIB.

Cette période marque le passage du Cameroun à une situation d'insolvabilité. Il n'arrive plus à honorer le service de sa dette: c'est la crise de la dette. Parmi les éléments qui ont rendu la dette insupportable, on cite généralement l'investissement trop important ou mal orienté, l'utilisation des prêts pour la consommation, la fuite des capitaux.

Les aspects sociaux de la crise

La crise a eu des conséquences sociales graves. sur le plan général, on note une dégradation des conditions de vie et une progression manifeste de la pauvreté traduite par:

- la chute du PIB/habitant de 6,2 pour cent en moyenne par an entre 1988 et 1993;
- l'aggravation du sous-emploi de 7,3 pour cent à 24,6 pour cent de la population active entre 1983 et 1993, et la baisse conséquente de la consommation par tête de 3,6 pour cent en moyenne par an entre 1988 et 1993;

- 15 pour cent seulement de la population ont accès aux services de santé;
- la faiblesse de la consommation journalière moyenne de calories: soit 2201 calories par habitant.

La crise s'est aussi révélée à travers les inégalités entre la zone urbaine et la zone rurale. Aussi on peut relever:

- en 1987, en zone rurale 35,6 pour cent des jeunes entre 15 et 24 ans contre 10,4 pour cent en zone urbaine ne sont pas scolarisés;
- en 1990, s'il est vrai que 34 pour cent seulement de la population a accès à l'eau potable, la proportion est plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine, soit respectivement 27 pour cent et 47 pour cent;
- le revenu des agriculteurs a globalement diminué de 16 pour cent en raison de la baisse des prix aux producteurs entre 1985 et 1993.

Dès lors, la proportion des pauvres ruraux a considérablement progressé. D'après la Banque mondiale, elle est passée de 49 pour cent à 71 pour cent entre 1983 et 1993.

Perspectives

La forte avancée de la pauvreté inquiète. Plusieurs stratégies de sortie de crise ont été élaborées et mises en application mais sans succès.

En premier lieu, le Gouvernement camerounais a appliqué un plan de redressement économique autonome en vue d'éviter le recours aux Institutions financières internationales (IFI) et à leur PAS. Malheureusement, ce recours a été inévitable et témoigne de l'échec de cette voie voulue souveraine. En second lieu, le recours aux IFI et au PAS marque le choix contraint de l'option néolibérale. Aussi, l'accord de confirmation avec le FMI intervient-il en 1988. L'accord avec la Banque mondiale, concrétisé par un prêt à l'ajustement structurel, est signé en 1989. En mai 1990, le bilan effectué par les administrations du Fonds est globalement négatif. La situation économique ne s'améliorera nullement jusqu'à la récente dévaluation de 50 pour cent le 12 janvier 1994.

A cet égard, la stratégie néolibérale s'avère non probante en ce que le Cameroun, non seulement croule sous le poids de la dette, mais surtout n'est pas sorti de la crise. Aussi est-il urgent que les autorités de ce pays recentrent leur stratégie sur le développement autonome, privilégiant les fondements suivants:

- une logique d'accumulation interne basée sur la révolution industrielle, elle même reposant sur la recherche inlassable de la productivité;
- la restauration du rôle et de la confiance effritée de l'Etat qui devra être le maître-d'oeuvre et le régulateur du processus;

- le renforcement de la démocratie, la régulation politique renversera le rapport des forces en faveur des couches sociales productrices;
- la décentralisation devra responsabiliser les collectivités locales (mairies par exemple), et permettre la participation effective des populations aux processus de prises de décisions concernant leur développement.

Conclusion

Après deux décennies de croissance économique forte, l'économie camerounaise est entrée dans une phase de récession continue. Officiellement annoncée en 1986-1987? cette crise tire pourtant son origine de la structure extravertie de l'économie héritée de la colonisation. En effet, celle-ci, dominée par l'Etat, est organisée autour des matières premières agricoles et minières dont la demande sur le marché international ne cesse de baisser. Malgré les efforts entrepris par les autorités pour diversifier les activités entre 1970 et 1975, l'économie camerounaise est restée dépendante de quatre produits agricoles et du pétrole et, par ce fait, exposée aux fluctuations de l'environnement économique international. Les dernières en date, c'est à dire celles de 1985-1986, ont mis en exergue la fragilité de l'économie et son incapacité à soutenir la croissance et le développement socio-économique.

La croissance, la baisse drastique des recettes d'exportation et des réserves de change, l'endettement excessif et la faillite de l'Etat caractérisent l'économie du Cameroun en cette fin de siècle. Même les mesures du PAS prises en 1988 n'ont pas permis de renverser ces tendances inquiétantes. Leur inefficacité tiendrait au fait qu'elles ne remettent pas assez en question l'insertion du Cameroun dans la division internationale du travail et la place réelle de l'Etat dans l'économie nationale, et ne prennent pas en compte les aspirations profondes des populations camerounaises.

Pour remettre l'économie en marche, il est indispensable, non seulement de réaliser l'équilibre extérieur et budgétaire, mais aussi améliorer les investissements humains à long terme visant à renforcer les moyens institutionnels, scientifiques, techniques et productifs dans un environnement équilibré. Cependant, la promotion de la condition humaine suppose la responsabilisation, la participation effective de chaque citoyen, la transparence et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques.

Annexes

Tableau 1: Taux de croissance du PIB (en %)

Année	68-76	77-81	82-85	86-90	90-91	91-92	92-93	93-94
Taux	4,3	14,2	8,1	-1,9	-2,6	-5,5	-4,1	-1,8

Source: WTA 1993, mars

Tableau 2: Part des secteurs dans le PIB (en %)

Secteurs	84-86	89-90	92-93
primaire	18,5	19,5	23,4
secondaire	37,5	30,2	24,7
tertiaire	40,8	47,9	48,5

Source: Caisse française de développement, 1993, mars.

Tableau 3: Evolution de l'investissement (en %)

Année	1980-89	1988-93
investissement	8,8	- 17,5
public	7,5	- 28,7
privé	3,3	- 11,0

Source: World Bank, 1994-95.

**Tableau 4: Prélèvements et déficit/surplus (D/S) budgétaires
(en % du PIB)**

Années	1980	1984	1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
prélèvements	8,8	15,9	15,7	1,2	10,9	10,7	5	4,9	6,2	-
D/S (-/+)	0,4	1,1	0,8	-0,2	-0,1	-4,6	-7	-6,6	-3,4	-4,3

Source: World Bank, 1994-95.

Tableau 5: Balance des paiements (en milliard CFA)

Année	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93
solde de la balance commerciale	589	221,9	-18	48	144	136	134,5	117	76
solde de la balance des paiements									
capitaux à moyen et à long terme	133	26	134,9	159	32,1	100	68,7	199,6	178
capitaux à court terme	-248	222	152	-128	-11	-104	-122	-147,9	55
X / M	214	138	96,8	110	131	131	132	131	123

Source: WTA, 1990 mars.

Tableau 6: Evolution des indicateurs de la dette

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1980/87	1988/92
service exportation	15,2	22,7	22,8	30,4	30,7	17	21,8	18,9	16,2	10,4	-14,8
intérêts exportations	8,1	6,1	7,9	11,4	12,6	8,2	10,5	8,9	7,4	5,0	-12,5
dette/PIB	68	33,9	31	30,5	37,7	46,5	53,2	59,3	60	-10,8	12,3

Source: BEAC 1993, *Etudes et statistiques* no.207, décembre, p. 372.

Bibliographie

- Ademola Pyejide, 1990, *Supply Response in the Context of Structural Adjustment in Subsaharan Africa*, AERC Special paper 1, Nairobi, février.
- Banque mondiale, 1994, *L'ajustement en Afrique*. Rapport de la Banque mondiale sur le développement, Washington D.C.
- BEAC; 1993, *Etudes et statistiques*. No. 206, 207, novembre, décembre.
- Caisse française de développement (CFD), 1993, *Canevas pour une discussion autour des perspectives macro-économiques à moyen terme du Cameroun* Paris. CFD, mars.
- CEA, *Déclaration d'Abuja sur la Conférence Internationale sur le défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique* (ECA/CERAD, 1987-1975), Addis Abeba, CEA.
- CEA. 1989, *Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques*, Addis Abeba, CEA.
- Lorenzi, J. H., Pastré, O. et Toledano J., 1980, *La crise du XX^e siècle*, Paris, Economica.
- Mattick, 1976, *Crises et théories des crises*, Paris, Champ libre.
- Ogbu, Osita M., 1991, *Structural Adjustment and Agricultural Supply Response in Subsaharan Africa: Synthesis and Limits of Current Analysis* CODESRIA/IDRC, Draft, mai.
- Rosier, B. et Dockes, P. 1983, *Rythmes économiques: crises et changement social, une perspective historique*, Paris, La Découverte/MASPERO.
- World Bank. 1994-1995, *African Development Indicators*, Washington D.C., World Bank.

* Université de Yaoundé II, Département de sciences économiques.